



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

**Dixième Assemblée des Etats Parties**  
**à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la**  
**production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur**  
**destruction**

**Déclaration prononcée par Monsieur l'Ambassadeur Claude Wild,**  
**Chef de délégation**

***L'Unité d'appui à l'application de la Convention***  
***(Implementation Support Unit)***

**Genève, 3 décembre 2010**

*Seul le texte prononcé fait foi*

M. le Président,

Pour commencer, nous voudrions souligner le fait que la Suisse est très contente des mécanismes de mise en œuvre découlant de cette Convention. Grâce aux comités permanents, au comité de coordination, au programme de travail intersessionnel et à l'unité d'appui à l'application (ISU); nous sommes en possession d'outils efficaces et appropriés. Nous avons atteints des objectifs remarquables avec ces instruments et nous avons donc besoin qu'ils soient toujours aussi efficaces pour répondre aux défis restants.

L'équipe extrêmement qualifiée et motivée de Kerry Brinkert nous a apporté une aide substantielle. La Suisse est un fidèle avocat de l'ISU et plaide pour une adaptation évolutive de son travail en fonction des besoins spécifiques des Etats Parties. Nous pensons que la décision d'évaluer cet instrument qui est central pour la mise en œuvre de la Convention tombe à point nommé et qu'elle permettra ainsi d'adapter le travail de l'ISU pour la seconde décennie.

Nous voudrions remercier l'Ambassadrice Eckey ainsi que son équipe pour le travail transparent et efficace qu'ils ont réalisé concernant le processus d'évaluation de l'ISU. Ces efforts permettent de prendre une décision réfléchie visant à l'amélioration de cet unité de mise en œuvre qui fonctionne déjà bien.

Nous voudrions aussi remercier le consultant indépendant M. Tim Caughley pour avoir fourni à la « task force » une excellente base de travail ainsi que des recommandations fort utiles. Son rapport met en exergue l'évolution de ces dernières années, analyse l'état actuel de la situation et propose des options d'amélioration.

Le travail de la « task force » a clairement mis en lumière le fait qu'il existe une réelle demande pour les services que propose l'ISU aux Etats Parties. D'ailleurs, ceux-ci sont extrêmement satisfaits de la qualité du travail. L'évaluation et les discussions des douze derniers mois ont également démontré que l'hébergement et les services offerts par le CIDHG constitue un très bon modèle. Ce modèle rencontre un très large soutien et, moyennant quelques ajustements clés, l'actuelle configuration institutionnelle devrait se continuer. La Suisse poursuivra son soutien financier en nature à l'unité de mise en œuvre de la Convention via le CIDHG.

Nous soutenons entièrement les recommandations du rapport de la Présidence sortante et nous sommes prêts à prendre les décisions adéquates. Nous sommes également disposés à apporter notre soutien à la nouvelle Présidence pour préparer l'accord amendé entre les Etats parties et le CIDHG concernant l'unité de soutien à la mise en œuvre de la Convention. Nous sommes également disposés de négocier la configuration selon laquelle l'ISU sera à l'avenir financé et ceci dans le cadre d'un groupe de travail « open-ended » sous la Présidence de 2011. Il est très important que les décisions règlent les incertitudes liées à l'avenir financier de l'ISU. La Suisse est d'avis que ces décisions devront être prises à l'occasion de la Onzième Rencontre des Etats Parties.

Dans notre esprit, il n'est aucunement nécessaire de différer ces décisions d'une année supplémentaire. Les précisions contenues dans le rapport final de cette conférence offrent une base additionnelle pour un processus continu, durable et participatif durant toute l'année prochaine. Nous sommes prêts à discuter les diverses options en retenant l'objectif de mettre sur pied des bases financières solides pour une mise en œuvre continue et durable de cette importante Convention.

Nous sommes confiants quant à la capacité de la nouvelle Présidence de mener à bien ce processus de façon inclusive et transparente. La Suisse continuera donc de participer à cette tâche.

Merci